

[Text]

Now I will call on the Honourable Madam Pauline Jewett, who will be followed by a Liberal, followed by—I can give you the names quickly: Mr. Gamble, Mr. Crouse, Mr. Munro, Mr. Wenman—pardon, Mr. Roche. Madam.

Miss Jewett: Thank you, Mr. Chairman. Welcome to the minister. I am very glad that he can be here both today and next Tuesday.

Before leaving Guatemala, could I ask the minister if the government has decided how it is going to vote on the loan to Guatemala being proposed through the Inter-American Development Bank and, if it has decided, what way are we going to vote?

Mr. MacGuigan: Are you speaking of the Inter-American Development Bank? Is that question?

Miss Jewett: There is apparently a loan, a very major loan—without going into details here—being processed now, and I wondered how we were going to vote.

Mr. MacGuigan: I do not believe that vote has yet been taken. It is certainly our continuing policy in all such votes in regional development banks to vote against the introduction of political considerations of any kind. We have always followed that policy. This is a proposed loan for a hydro-electric project in Guatemala, and we believe such projects should be considered on their technical merits and that political considerations should not be introduced. So that will be our policy when this vote comes forward.

Miss Jewett: I understand that there is a good deal more than meets the eye in what the Guatemalans are intending to use the money for, and some of it is directly related to activities of suppression in the countryside. I also understand that the Americans intend to abstain, on human rights grounds. Therefore, I am disappointed that the Canadian government is treating this only as a technical question.

Mr. MacGuigan: I might say that it is in the American tradition to vote frequently on the basis of political considerations in such regional banks; it is ours not to and we have, generally, been greatly lauded by the Third World for not using political considerations. There have been recent cases in the same region in which the United States has incurred considerable displeasure by actions that it has taken on a political basis.

Miss Jewett: My understanding is that their abstention is not on what you would call political grounds, it is because of the continuing human rights questions, which were begun under the Carter administration and are still present in American decisions. It is related to the human rights question, that is my understanding.

[Translation]

Je vais maintenant demander à l'honorable Pauline Jewett de prendre la parole et elle sera suivie par un libéral, puis par MM. Gamble, Crouse, Munro, Wenman, pardon, M. Roche. Mademoiselle Jewett.

Mlle Jewett: Merci, monsieur le président. Je souhaite la bienvenue au ministre. Je suis très heureuse qu'il puisse être des nôtres aujourd'hui et mardi prochain.

Avant de laisser cette question du Guatemala, j'aimerais demander au ministre si le gouvernement a pris une décision pour ce qui concerne le vote relatif au prêt que la Banque interaméricaine de développement envisage d'accorder au Guatemala; j'aimerais savoir dans quel sens le Canada va voter?

M. MacGuigan: S'agit-il de la Banque interaméricaine de développement? C'est bien cela?

Mlle Jewett: Sans donner tous les détails ici, il semble que l'on envisage d'accorder un prêt très substantiel, que l'étude de cette question est en cours, et je me demandais donc quelle voix nous allons accorder à ce projet?

M. MacGuigan: Je ne crois pas que le vote ait déjà eu lieu. Cela dit, notre politique permanente en cette matière d'aide accordée par les banques de développement est de s'opposer à ce que l'on fasse intervenir des considérations politiques dans un tel dossier. Nous nous sommes toujours conformés à ce principe. En l'occurrence, il s'agit d'un prêt qui serait accordé à un projet de centrale hydro-électrique au Guatemala, et nous sommes d'avis qu'il faut juger de telles entreprises sur des questions techniques sans faire intervenir des considérations politiques. Ce sera donc notre attitude au moment de voter.

Mlle Jewett: Je crois cependant savoir qu'il y a beaucoup plus dans ce dossier que ce que l'on nous dit, sur le plan de l'utilisation que les Guatémaltèques feront des sommes accordées. En effet, certains montants seraient directement affectés aux activités de répression dans les campagnes. De plus, je crois savoir que les Américains ont l'intention de s'abstenir pour des motifs ayant trait aux droits de la personne. Je suis donc déçu que le gouvernement canadien n'envisage cette question que sur un plan purement technique.

M. MacGuigan: Je précise que c'est une tradition américaine de tenir compte fréquemment de l'aspect politique des dossiers dont les banques sont saisies. La nôtre est de ne pas le faire et, en général, le tiers monde nous a beaucoup loué de ne pas faire intervenir la politique. Récemment, dans certains cas où les États-Unis ont pris position en fonction du motif politique, ils se sont attirés beaucoup de ressentiment.

Mlle Jewett: Pour ma part, j'ai cru comprendre que cette abstention de leur part ne tenait pas à ce que vous appelez des motifs politiques mais à des préoccupations constantes au sujet des droits de la personne. Cette ligne d'action a commencé sous l'administration Carter et se manifeste encore dans l'administration actuelle. A ma connaissance, elle a trait à la question des droits de la personne.